

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
Prestations Intellectuelles (PI)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

OBJET DU MARCHÉ

Bruz – 35 – Quartier Ingénieur Général WILTZ
Réhabilitation des bâtiments techniques prioritaires
Relevé de bâtiments et relevé topographique de leurs abords

Montant du marché	<i>Se rapporter à la partie Acte d'engagement du présent document</i>		
Imputation budgétaire	Mission défense		
Mois zéro	Voir courrier de notification	N° EJ	Voir courrier de notification
Code CPV	71351810-4	Code GM	36.04.03
Numéro de marché	25PRNS012		

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	4
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.2.1 Lots Sans objet.....	4
1.2.2 Tranches Sans objet.....	4
1.2.3 Parties techniques Sans objet	4
ARTICLE 2. INTERVENANTS	4
2.1. Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
2.2. Maître d'ouvrage.....	4
2.3. Titulaire.....	5
2.4. SOUS-TRAITANCE.....	5
2.4.1. Sous-traitants de rang 1.....	5
2.4.2. Sous-traitants de rang 2 ou suivant	6
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
3.1. PIECES PARTICULIERES.....	6
3.2. PIECES GENERALES	7
3.3. PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES.....	7
ARTICLE 4. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURE DE SECURITE	7
4.1. RESTRICTIONS DIVERSES.....	7
4.2. CONTROLE NOMINATIF.....	7
4.3. CONTROLE DES ACCES.....	7
4.4. CONTROLE DES VEHICULES.....	8
4.5. IDENTIFICATION DES SALARIES EMPLOYES SUR LE CHANTIER - PORT D'UN BADGE	8
ARTICLE 5. DUREE ET MONTANT DU MARCHÉ	8
5.1. DUREE DU MARCHÉ	8
5.2. MONTANT DU MARCHÉ	8
ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIERES	8
6.1. FORME DES PRIX	8
6.2. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	8
6.3. VARIATIONS DE PRIX.....	9
6.3.1. Type de variation des prix.....	9
6.3.2. Mois d'établissement des prix.....	9
6.3.3. Choix de l'index de référence	9
6.3.4. Modalités de variation des prix.....	9
6.4. AVANCE	10
ARTICLE 7. PENALITES	10
PAR DEROGATION A L'ARTICLE 14.1 DU CCAG/PI, LES PENALITES SONT APPLIQUEES COMME SUIV, SANS MISE EN DEMEURE PREALABLE.	10
LE MONTANT DES PENALITES DE RETARD EST PLAFONNE A 10 % DU MONTANT TOTAL DU MARCHÉ. AU-DELA, LES PENALITES DE RETARD NE SONT PLUS APPLIQUEES SANS PREJUDICE D'EVENTUELLES MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE.....	10
7.1. RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
7.2. RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS A FOURNIR.....	10
7.3. ABSENCE A UNE REUNION : SANS OBJET	10
7.4. SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE.....	10
7.5. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	10

7.6.	DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM	11
7.6.1.	<i>Présentation du dispositif e-Attestations</i>	11
7.6.2.	<i>Documents à produire</i>	11
ARTICLE 8. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....		11
ARTICLE 9. OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS.....		12
9.1.	OPERATIONS DE VERIFICATION	12
9.2.	ADMISSION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 10. RESILIATION.....		12
10.1.	RESILIATION ET ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
10.2.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 11 – DEROGATIONS.....		12
ACTE D'ENGAGEMENT		13
REPARTITION DES PRESTATIONS (EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT) :.....		14
AVANCE (ARTICLES R2191-3 A R2191-5 DU CCP)		15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

1.1 Le présent marché a pour objet :

- d'une part le relevé de 9 bâtiments du quartier WILTZ à Bruz : 0007 – 0008 – 0027 – 0028 - 0158 – 0159 – 0162 – 0165 – 0044 (cf article 5.1 du CCTP)

- d'autre part, le relevé topographique de leurs abords (cf article 5.2 du CCTP), en les considérant en 3 zones :

- Zone n° 1 : Les bâtiments 0007 – 0008 – 0027 – 0028
- Zone n° 2 : Les bâtiments 0158 – 0159 – 0162 – 0165
- Zone n° 3 : Le bâtiment 0044

Le lieu d'exécution des prestations sont les suivants : Quartier Ingénieur Général WILTZ à BRUZ (35).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 5 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots Sans objet

1.2.2 Tranches Sans objet

1.2.3 Parties techniques Sans objet

ARTICLE 2. INTERVENANTS

2.1. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est **monsieur l'Ingénieur Général de 2^{ème} classe Philippe BRISEMURE**, Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest.

2.2. Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées – Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest (SID NO).

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opérations est assurée par le Pôle conduite des opérations de RENNES.

L'interlocuteur privilégié est

M. Jean François CABANNES

02 23 35 21 44

jean-francois1.cabannes@intradef.gouv.fr

Le conducteur d'opérations est l'unique interlocuteur du titulaire.

2.3. Titulaire

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique. La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la ou des personne(s) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, leur remplacement éventuel sera soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par le pouvoir adjudicateur de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi, et par LRAR dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le pouvoir adjudicateur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

2.4. Sous-traitance

En application de l'article 5.2 du CCTP, le titulaire ne pourra pas sous-traiter l'exécution des prestations de relevé topographique et des réseaux à une autre société, du fait du caractère essentiel de ces prestations.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

2.4.1. Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon le lien joint à la consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> et, le cas échéant, délégation de pouvoir,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- un RIB si le sous-traitant a droit au paiement direct,

- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

2.4.2. Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4. Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> et, le cas échéant, délégation de pouvoir,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

3.1. Pièces particulières

- Lettre de notification, présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP valant AE) et ses annexes éventuelles
- état des prix forfaitaires (EPF)
- les actes spéciaux de sous-traitance
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- l'offre technique du titulaire

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du R.P.A font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut.

3.2. Pièces générales

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

3.3. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 4. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURE DE SECURITE

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/PI.

4.1. Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

4.2. Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel qui réalise les prestations est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par l'USID. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le représentant de l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est interdit d'accès.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations fait l'objet d'une enquête administrative. A cette fin, le formulaire d'enquête administrative « SOPHIA » est à compléter, pour chaque personne, et à retourner à l'officier de sécurité du site, par voie dématérialisée.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

4.3. Contrôle des accès

L'accès au site est subordonné au passage par le poste de sécurité. Le contrôle d'accès ainsi que les règles intérieures du site sont applicables.

4.4. Contrôle des véhicules

La liste des véhicules du titulaire est fournie au représentant du SID dès la notification du marché.

4.5. Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) porte de manière apparente un badge pouvant contenir les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

ARTICLE 5. DUREE ET MONTANT DU MARCHÉ

5.1. Durée du marché

Les délais d'exécution sont précisés à l'article 5.5 du CCTP.

5.2. Montant du marché

Se référer à l'acte d'engagement ci-dessous.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1. Forme des prix

Le marché comprend des prestations à montant forfaitaire.

6.2. Modalités de règlement des prestations

La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois, et est déposée sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La demande de paiement comprend :

- La facture : elle est numérotée et doit faire obligatoirement référence au numéro de marché et à l'intitulé de l'opération objet des prestations. Elle précise le n° d'engagement juridique indiqué dans la lettre de notification notifiée à l'entreprise, ainsi que le code du service exécutant. Elle fera figurer les références bancaires de l'entreprise.
- L'état liquidatif de la variation de prix : il mentionne les éléments suivants :
 - o le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
 - o le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
 - o le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
 - o le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
 - o le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de calculer les révisions en cas de non présentation d'état liquidatif ou de corriger l'état liquidatif en cas de présentation.

Pour faciliter votre démarche sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>, les éléments suivants sont à utiliser :

- SIRET à utiliser pour le dépôt des factures sous CHORUS PRO : 110 002 011 00044
- Code de service exécutant (SE) : **D10711K035**
- Adresse de facturation à indiquer : SID Nord-Ouest, 1 rue du Garigliano, RENNES

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel, donnant lieu à un règlement partiel, en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Le règlement définitif du marché ne peut intervenir avant le constat de service fait total et la remise de la demande de paiement du solde.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

6.3. Variations de prix

6.3.1. Type de variation des prix

Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

6.3.2. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

6.3.3. Choix de l'index de référence

Intitulé de l'index
ING – Ingénierie 2010

Les index sont publiés sur le site suivant : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

6.3.4. Modalités de variation des prix

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule : $C_n = I_{d-3} / I_0$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché concerné sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

6.4. Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG/PI, l'avance est versée au titulaire à la notification du marché dans les conditions de l'OPTION A.

Le taux unique de l'avance, quel que soit la forme de l'entreprise, est fixé à 30%.

ARTICLE 7. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, les pénalités sont appliquées comme suit, sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant total du marché. Au-delà, les pénalités de retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire.

7.1. Retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt un abattement sur la facture au titre des pénalités calculées comme suit : $P = (V \times R) / 100$

dans laquelle :

- P = montant de la pénalité ;
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = nombre de jours de retard calculé en jours calendaires.

7.2. Retard dans la remise des documents à fournir

En cas de retard dans la remise d'un document, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 100 € par jour calendaire de retard.

7.3. Absence à une réunion : sans objet

7.4. Sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

7.5. Lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L.8222.6 du Code du travail, après mise en demeure notifiée au titulaire de corriger sa situation irrégulière constatée par un agent de contrôle au regard des formalités mentionnées

aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, et à défaut de correction des irrégularités dans le délai réglementaire, des pénalités peuvent être appliquées.

7.6. Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com

7.6.1. Présentation du dispositif e-Attestations

Le pouvoir adjudicateur s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

7.6.2. Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/PI.

ARTICLE 8. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du CHAPITRE 6 du CCAG/PI sur l'UTILISATION DES RESULTATS.

ARTICLE 9. OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire peut être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérification.

9.2. Admission des prestations

L'admission des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent. En cas de mises au point nécessaires des prestations, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour s'y conformer.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/PI, la décision d'admission prend effet à la date d'achèvement des prestations, fixée par le RPA.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

ARTICLE 10. RESILIATION

10.1. Résiliation et arrêt de l'exécution des prestations

Lorsque le Représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation

10.2. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 11 – DEROGATIONS

Les articles du CCAG applicable auxquels il est dérogé sont les suivants :

Articles présent CCAP	Articles CCAG-PI
2.4	3.6.2
3	4.1
3.3	4.2
6.2	11.6
6.3.4	14
7	14.1
9.1	28.5
9.2	29.1

ACTE D'ENGAGEMENT

Je soussigné (nous soussignés), [nom, prénom, fonction]

☐ Le signataire engage la société sur la base de son offre

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

Mandataire du groupement¹

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

¹ Désigné dans l'acte d'engagement, le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement et coordonne les prestations.

² Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Avance (articles R2191-3 à R2191-5 du CCP)

☐ refuse le versement de l'avance.

☐ accepte le versement de l'avance à un taux de 30%

En cas de cotraitance conjointe, dupliquer le cadre autant que nécessaire

Je (nous) déclare (déclarons) sur l'honneur, en application de l'article L.2141 du code de la commande publique :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

Je (nous) m'engage (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin.

Fait en un seul original

A, le

Mention "Lu et approuvé"

Cachet(s) et signature(s) du(des) cocontractant(s) habilité(s)
à engager la société

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Rennes, le

L'ACHETEUR (Représentant du pouvoir adjudicateur)

Notification électronique³ le

³ Joindre l'accusé de réception électronique au fichier informatique relatif à l'acte d'engagement.